

Nous sommes prêts!

L'édition 2021 du campus de Blois restera pour les socialistes comme le premier acte de leurs campagnes présidentielle et législatives de 2022. En effet, les 200 intervenants qui ont animé les 85 ateliers de ce week-end ont décliné un des aspects du projet intitulé «*Il est temps de vivre mieux*», rendu public à cette occasion.



Il est temps de vivre mieux

Ce document est le fruit de 18 mois de travail. «**Nous avons prévu de tenir des conventions mais les contraintes sanitaires nous ont obligé à utiliser d'autres outils, comme les Lives du projet ou le site participatif rdv2022**», a rappelé Olivier Faure dans son discours de clôture. Pour autant, grâce aux contributions des trois groupes parlementaires, des élus locaux, des secrétaires nationaux qui ont procédé à des dizaines d'auditions d'experts et des sections ou fédérations, les socialistes ont un projet.

Ce texte actualise celui qui avait été adopté il y a dix ans car les révolutions, économiques, sociales, environnementales, sanitaires... qui ébranlent notre pays et le monde, exigent de nouvelles réponses. «**Très clairement, la crise sanitaire a montré, de manière incontestable, les limites du modèle libéral. Chacun a pu constater qu'il était un colosse aux pieds d'argile, en particulier, à cause des injustices qu'il génère**», a insisté Boris Vallaud.

Ce projet s'articule autour de sept chapitres : le travail et l'emploi, la santé, la justice environnementale, la République fraternelle, la démocratie, la sécurité et l'Europe et l'International. La justice sociale et environnementale constitue son fil conducteur de ce projet

qui vise à relever les défis auxquels nous sommes confrontés en y apportant des réponses basées sur la recherche de justice, de régulations et de nouveaux droits et de nouvelles protections pour celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Reste bien sûr la question de la désignation du ou de la candidat.e qui pourra incarner ce projet. Pour mettre fin à toute polémique le Premier secrétaire national a réaffirmé sa préférence pour Anne Hidalgo. «**Qu'aurait-on dit si neuf mois avant la Présidentielle je n'avais pas indiqué vers qui va ma préférence ?**», a-t-il fait remarquer, alors que 33 dimanches seulement nous séparent du premier tour.

Compte tenu des résultats des dernières élections locales, le PS est redevenu la force centrale de la Gauche. Reste maintenant à rassembler les autres forces de Gauche. Car, si les socialistes peuvent être optimistes en cette rentrée, ils ont bien conscience que la division de la Gauche peut se révéler mortifère dans un contexte électoral où la qualification, ou l'élimination pour le second tour de la Présidentielle peut se jouer à quelques voix près.

Le texte présenté à Blois sera amendé et enrichi à l'occasion du congrès de Villeurbanne et soumis au vote des militants.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 2/09/2021

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Respect

Respect : ce mot est revenu à plusieurs reprises dans les discours et les interventions prononcés à Blois, le week-end dernier.

Nous devons d'autant plus en faire preuve que le quinquennat qui s'achève a surtout été marqué par l'arrogance du pouvoir qui refuse systématiquement d'entendre les mises en garde.

Ce respect doit évidemment s'appliquer entre socialistes lorsqu'ils débattent de leurs textes de congrès. Mais nous le devons aussi à tout.e.s les Françaises et les Français qui se sont sentis humiliés depuis quatre ans et demi. Tous les premiers de corvée, à qui on a fait croire que leurs efforts seraient récompensés, sont bien obligés de constater que ni leur pouvoir d'achat ni leurs conditions de travail ne se sont améliorées.

Après le quinquennat de l'arrogance et du mépris, pour les plus riches, les Français attendent celui du respect, pour tous les autres.

PS29

Qu'attendent les Français ?

Dans quel état d'esprit sont les Françaises et les Français au moment où va s'engager la campagne présidentielle ? Et le projet présenté par Boris Vallaud répond-il à leurs attentes ? Pour répondre à ces questions Frédéric Dabi, de l'IFOP, a présenté, à Blois, une photo de l'opinion publique avec des mauvaises et des bonnes nouvelles pour la Gauche.



18 mois de préparation

La mauvaise nouvelle c'est que l'opinion française se droitise de plus en plus. L'idée selon laquelle la France serait en déclin est approuvée.

Pour autant, l'élection présidentielle n'est pas jouée d'avance et la Gauche a tout de même une carte à jouer car ce jugement doit être nuancé.

En effet, si sur des sujets identitaires ou sécuritaires les réponses de la Droite semblent l'emporter, sur les questions de société, les réformes que la Gauche a eu le courage de porter, alors même qu'une partie de la frange la plus réactionnaire du pays s'était fortement mobilisée, sont entrées dans les mœurs, comme le mariage pour tous. Aujourd'hui, il ne viendrait à l'idée de personne de remettre en cause ce droit qui, à entendre certains, il y a moins de dix ans, saperait les fondements mêmes de notre civilisation.

De même, on peut constater une crispation identitaire dès qu'il est question d'immigration ou d'Islam mais dans le même temps les Français restent attachés à la tradition d'accueil de la France et sont même plutôt favorables au droit de vote des étrangers aux élections locales.

Le coup de barre à Droite constaté depuis plusieurs années déjà n'empêche pas que les attentes restent en adéquation avec les propositions de la Gauche. Ainsi, 93 % des Français estiment qu'il faut un plan d'investissement massif pour la

santé. C'est d'ailleurs le premier sujet qui les met en colère, notamment à cause de la gestion calamiteuse de la crise sanitaire par le gouvernement.

Les Français veulent plus de justice fiscale. Ils réclament la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité et demandent le rétablissement de l'Impôt sur la fortune. Pour une majorité de Français, les aides aux entreprises doivent se traduire par des contreparties en matière d'emploi, de pouvoir d'achat et de conditions de travail.

La Gauche a aussi ses chances pour 2022 car aucune thématique n'écrase les autres. Contrairement à 2002 où les questions sécuritaires dominaient largement, en cette fin de quinquennat les préoccupations des Françaises et des Français sont bien plus diverses. Et même sur les questions de sécurité les réponses des socialistes, en partie élaborées sur la base de l'expérience des élus locaux, sont de nature à convaincre les électrices et les électeurs.

La santé constitue une forte préoccupation. En raison de la situation sanitaire, bien sûr mais, a précisé Frédéric Dabi, **« nous avons commencé à mesurer cette tendance dès 2019, en particulier sur la question de l'accès aux soins ».**

L'environnement n'est pas la préoccupation principale mais elle reste à un haut niveau et surtout, elle progresse régulièrement. Mais c'est bien sur la santé qu'une majorité de Français attendent les propositions des candidats à la Présidentielle.

La sécurité n'est pas absente des préoccupations des Françaises et des Français. Mais elle n'écrase pas les autres sujets et, contrairement à 2002, elle ne porte pas uniquement sur la délinquance mais intègre également la menace terroriste.

Sur les questions de justice sociale ou de lutte contre les inégalités, les socialistes sont bien plus crédibles que les libéraux.

Les études d'opinion montrent que les Français jugent sévèrement le bilan du président sortant, en particulier sur deux points : l'environnement et la sécurité. En effet, le reniement des engagements du président de la République sur la convention citoyenne sur le climat a eu un effet dévastateur dans l'opinion qui

a pu constater que les lobbies étaient bien plus écoutés que les citoyens.

Le projet que vont défendre les socialistes répond aux aspirations des Français qui ne supportent plus les inégalités.

Il n'est pas normal que les écarts de salaires puissent être de 1 à 300 dans certaines entreprises.

Il n'est pas normal que l'écart d'espérance de vie entre les 5 % les plus riches et les 5 % les plus modestes soit de 13 ans.

Il n'est pas normal de laisser des jeunes décrocher du système scolaire sans leur apporter un accompagnement.

Il n'est pas normal que des jeunes, auxquels on explique qu'avoir 20 ans est le plus bel âge de la vie, soient contraints de faire la queue dans les soupes populaires. Nous ouvrirons le RSA aux moins de 26 ans.

Il n'est pas normal que les revenus du capital soient désormais moins imposés que ceux du travail. Que les rentiers et les spéculateurs participent moins à l'intérêt général que les travailleurs de ce pays.



Le projet a été présenté à Blois

Nous allons donc vers une campagne présidentielle totalement ouverte. Les études sur lesquelles s'appuie Frédéric Dabi ne sont pas des sondages d'intention de vote. Et d'ailleurs, dans toute l'histoire de la V^e République, les sondages neuf mois avant l'élection se sont toujours révélés faux. C'est entre le mois de janvier et de mars que se forme la conviction des électrices et des électeurs en fonction des propositions des candidats réellement en campagne. Les champions de l'automne n'ont jamais été les vainqueurs du printemps.

Congrès : l'heure des choix

Laurent Péron et Tristan Foveau ont entamé leur marathon de réunions de présentation des textes d'orientation pour le 79^e congrès, à Brest le 26 août. Le premier étant le mandataire départemental du texte d'orientation A «*Debout les Socialistes pour le renouveau*» (Hélène Geoffroy) et le second celui du texte B «*De la renaissance à l'alternance*» (Olivier Faure).

D'ici le vote du 9 septembre, les deux mandataires sillonneront le Finistère (Quimper, Sainte-Sève, Pouldreuzic, Le Relecq-Kerhuon, Landerneau) et participeront également à un échange en visioconférence afin que l'ensemble des adhérents puissent être informés des enjeux du congrès et des propositions avancées par les deux textes d'orientation.



Le 26 août à Brest

Pour les deux mandataires, ces rencontres sont d'autant plus importantes que le débat se déroulera quasi exclusivement dans les sections et le moins possible sur les réseaux sociaux qui ne garantissent pas la sérénité nécessaire à ce type d'exercice.

Laurent Péron a avancé trois éléments qui l'ont poussé à soutenir la démarche d'Hélène Geoffroy. «**Je ne peux pas cautionner la stratégie d'effacement qui nous a conduit à laisser la tête de liste aux Européennes à Raphaël Glucksmann ou à envisager la possibilité de nous ranger derrière un candidat qui ne soit pas socialiste à la Présidentielle**», a-t-il expliqué. «**Le PS doit se doter d'un nouveau projet pour reconquérir le cœur de la Gauche.**»

Dans le même temps les militants ont été délaissés, ni associés, ni consultés par la direction nationale. Pour la Présidentielle, ils doivent pouvoir s'exprimer sur le projet et le ou la candidate qui le portera.

Enfin, la vie du parti a été affaiblie, a estimé Laurent Péron, appuyant son propos par trois exemples. D'abord, la réforme des statuts qui sera soumise au vote du 9 septembre. La commission chargée de l'élaborer n'a jamais terminé ses travaux et surtout les propositions de la direction nationale n'ont été rendues publiques que le 26 juillet ce qui laisse très peu de temps pour débattre des sujets qui engagent durablement le PS.

Ensuite, la direction actuelle a rompu tous les liens avec le Mouvement des jeunes socialistes, de manière brutale. Il aurait fallu les aider «**parce qu'un parti qui ferme sa porte à la jeunesse rétrécit son avenir**».

« Les socialistes voteront le 9 septembre. »

Enfin, le mandataire du texte d'orientation A a dénoncé la perte d'autonomie des fédérations par rapport à la direction nationale qui a mis fin à la péréquation financière.

La direction nationale explique qu'il faut avancer mais il faut tout de même prendre le temps du débat, car il y a eu trop de décisions et d'indécisions.

Le débat et la démocratie interne ont toujours été des marqueurs du PS, non pas pour se diviser mais pour améliorer son fonctionnement. Deux textes sont en compétition mais il n'y a qu'une maison socialiste.

Pour Tristan Foveau, ce congrès intervient dans une période très paradoxale : les partis sociaux-démocrates sont partout en crise alors que la demande de justice sociale ou de régulation n'a jamais été aussi importante. Il doit permettre de répondre à trois questions : d'où venons-nous et donc quel est le bilan de la direction nationale ? Quelle est notre identité et notre projet ? Et où voulons-nous aller ensemble ?

Comme tous les bilans, celui de la direction comporte un actif et un passif et tout n'a sans doute pas été parfait. Mais il faut l'envisager en se souvenant de l'état dans lequel se trouvait le PS en 2017 et 2018 : nous avons tout perdu, nous étions au fond du trou, isolés au sein de la Gauche et la question de la survie même du PS était clairement posée.

D'un point de vue électoral, nous avons maintenu nos positions et nous sommes en capacité de gagner à nouveau.

D'un point de vue politique, nous sortons d'un quinquennat d'opposition claire et constructive durant lequel nous avons bâti le projet qui sera proposé à l'occasion de ce congrès. Et, à deux reprises, des représentants des motions du dernier congrès ont rejoint le secrétariat national, permettant ainsi d'élargir la majorité.

Qu'est-ce que l'identité socialiste au XXI^e siècle ? Sur le fond, et c'est heureux, les deux textes d'orientation sont très proches et défendent un projet de justice sociale, de République fraternelle, d'écologie populaire avec toujours la perspective d'apporter des réponses collectives et de lutter contre la montée de l'individualisme.

Et où allons-nous maintenant ? Nous sortons d'une séquence d'élections locales avec la possibilité de fédérer la Gauche puisque nous en sommes la force centrale. Olivier Faure a toujours annoncé que le choix du ou de la représentant.e de la Gauche à la Présidentielle se ferait en fonction d'un rapport de force. Or, aujourd'hui, au moment des désignations, le rapport de force au sein de la Gauche penche clairement en faveur des socialistes. C'est donc à nous de construire ce rassemblement et de présenter un contrat de coalition. Et comme toujours au PS, ce sont bien sûr les adhérents qui désigneront celui ou celle qui portera nos couleurs.

Congrès de Quimper

Les adhérents seront appelés à voter le 9 septembre, dans leurs sections sur les textes d'orientation et sur les propositions de réforme statutaire.

Le congrès fédéral se tiendra le 11 septembre, de 9h00 à 16h30, au Centre départemental de gestion (CDG), à la cité administrative de Quimper.

Le 16 septembre interviendra le vote pour le ou la premier.e secrétaire national.e. Enfin, le 23 septembre, les adhérents désigneront le premier secrétaire fédéral et leur secrétaire de section.

Agenda

5 septembre

Barbecue de rentrée ouvert aux adhérents et sympathisants de l'agglomération brestoise. Inscription au 02 98 44 55 43 ou ps-brest@wanadoo.fr. Gratuit.

9 septembre

Vote sur les textes d'orientation en section.

11 septembre

Congrès fédéral à Quimper.

Retrouvez-nous sur



Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1364 - Vendredi 3 septembre 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Blanquer : ministre autoritaire

L'heure de la dernière rentrée du quinquennat Macron a sonné et avec elle, également, celle d'un premier bilan pour le ministre de l'Éducation nationale. Dans une Tribune publiée sur le HuffPost, Yannick Trigance, secrétaire national du PS à l'Éducation, revient sur ces quatre années particulièrement éprouvantes pour la communauté éducative.

L'action de Jean-Michel Blanquer rue de Grenelle commence par un mensonge. « Il n'y aura pas une énième loi ou réforme... », avait-il déclaré lors de la cérémonie de passation de pouvoir avec Najat Vallaud-Belkacem. Et pourtant... « En totale contradiction avec ses déclarations de bonnes intentions, le ministre engage aussitôt le démantèlement de la réforme des rythmes scolaires qui, au-delà de ses imperfections, garantissait à tous les élèves cinq matinées de classes hebdomadaires ainsi que l'accès gratuit à des pratiques artistiques, culturelles et sportives : une régression assumée dans la lutte contre les inégalités entre les élèves », rappelle Yannick Trigance.

« Il supprime de la même manière le dispositif "Plus de Maîtres que de Classes" (PDMQDC) pourtant plébiscité par les équipes éducatives et abandonne la réforme du collège qui visait notamment à remettre de la mixité sociale et scolaire dans les établissements et à proposer une seconde langue à tous les élèves, dès la classe de 5^e.

Au final, il y aura bel et bien une loi Blanquer, cette loi de "L'école de la Confiance" très vite renommée "L'école de la défiance" par bon nombre d'acteurs de l'Éducation, tant la méthode utilisée tout comme le contenu ont généré, souvent à juste titre, des critiques voire des oppositions.»

Au cours de ces cinq années, on ne compte plus les apparitions médiatiques de Jean-Michel Blanquer.

Mais, souligne le secrétaire national du PS, « derrière l'apparente volonté d'expliquer sa politique éducative, se cache l'implacable technique du fait accompli qui contourne l'ensemble des corps intermédiaires que sont les associations de parents d'élèves, les syndicats enseignants, les acteurs de l'éducation populaire...

La mainmise ministérielle sur la liberté pédagogique des enseignants via la diffusion de guides ("petits livres oranges") qui resteront dans les mémoires s'étend

jusque dans les différentes strates de l'Institution avec des personnels régulièrement amenés, souvent au prix de leur autonomie et de leurs conceptions éducatives, à faire passer les réformes descendantes du ministre, ce qui aboutira en mai 2020 à la publication inédite d'une Tribune d'une quinzaine de hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale dénonçant l'autoritarisme du ministre Blanquer. » Au point que la devise du ministre pourrait être : "J'ai raison mais vous ne le savez pas encore".



Le passage de Jean-Michel Blanquer au ministère de l'Éducation nationale se terminera surtout par une gestion pour le moins chaotique de la crise sanitaire.

« Le 15 mars 2020, sur toutes les radios, sur tous les plateaux télé et dans tous les journaux, Jean-Michel Blanquer déclare, au sujet de la crise de la Covid-19 et des mesures à prendre dans les écoles, collèges et lycées : "Nous sommes prêts".

La réalité des faits et du vécu dans les établissements balaiera les éternelles déclarations ministérielles d'autosatisfaction.

Uniquement préoccupé par la non-fermeture des écoles au détriment de la protection sanitaire des équipes éducatives (avec un refus réitéré de vacciner les enseignants pourtant en première ligne), des élèves et des familles, le ministre a géré la crise sanitaire à coups de protocoles jamais co-construits, constamment modifiés, toujours imposés et qui ont régulièrement placé les cadres intermédiaires de l'Éducation nationale, les enseignants, les élèves, leurs parents et les collectivités dans des situations d'urgence et dans des contraintes sans cesse renouvelées.»

Au final, pour Yannick Trigance, le "quinquennat Blanquer" restera marqué par l'hyper-fragilisation de notre École en termes de moyens, de caporalisation des personnels, d'aggravation des inégalités et de suppression de tout dialogue social, avec les enseignants comme avec les familles. « Pour 2022, il est grand temps de tracer un nouvel horizon pour l'École de la République, il est grand temps de rendre enfin accessible une École qui tient la promesse républicaine de démocratisation de la réussite, autour d'orientations et de valeurs qui portent un véritable projet de société. »